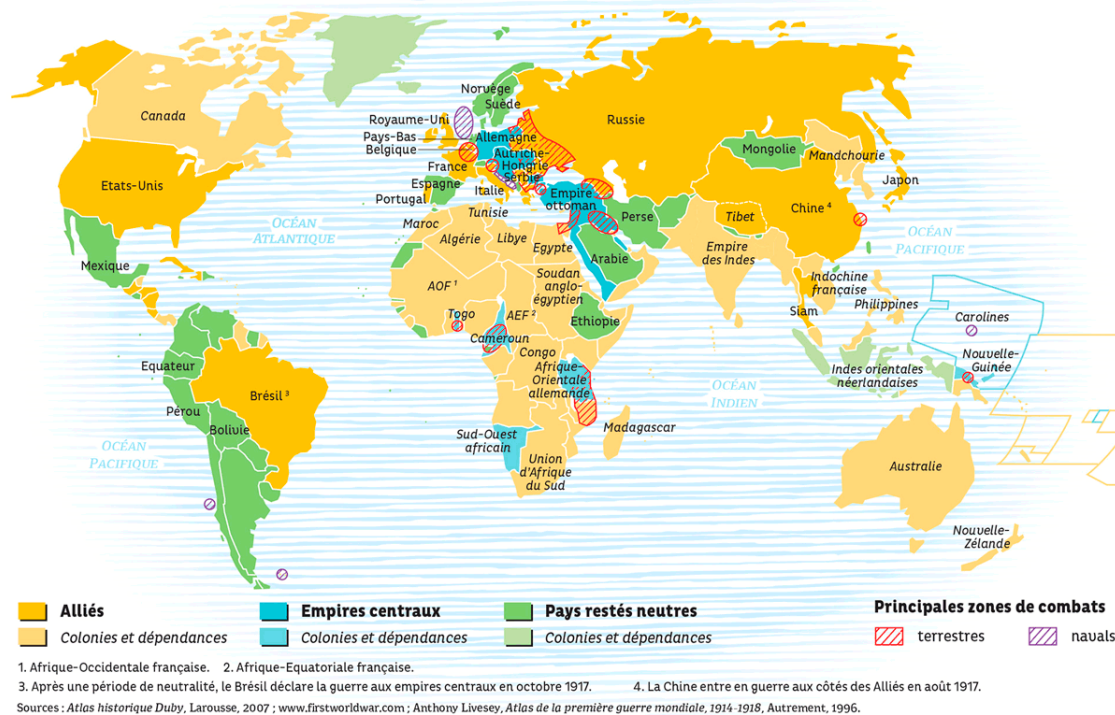


FICHE 2/ L'ATTENTAT DE SARAJEVO, UNE EXPLICATION COMMODE par **Jean-Arnault Dérens** Rédacteur en chef du site Le Courrier des Balkans. Dernier ouvrage paru (avec Laurent Geslin) : *Voyage au pays des Gorani (Balkans, début du XXIe siècle)*, Cartouche, Paris, 2010. [tiré du *Manuel d'histoire critique*, Hors-série Monde diplomatique]

Selon une analyse fort répandue, l'assassinat de l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie, le 28 juin 1914, aurait, en déclenchant un « domino d'alliances », provoqué la première guerre mondiale. **Cette lecture occulte**



les causes véritables du conflit, en particulier la logique mortifère des rivalités impériales. La première guerre mondiale a-t-elle vraiment été « provoquée » par l'attentat de Sarajevo qui coûta la vie à l'archiduc héritier, François-Ferdinand d'Autriche-Hongrie, et à son épouse le 28 juin 1914 ? Les combats ont-ils véritablement débuté en Belgique et en Lorraine ? Cette chronologie, centrée sur les événements européens, est la plus répandue, mais elle oublie tout un pan de l'histoire du conflit, amputant l'analyse de ses causes.

Le 5 août 1914, un accrochage éclate à la frontière de l'Ouganda, colonie britannique, et de l'Afrique orientale allemande (Schutzgebiet Deutsch-Ostafrika). Le 8 août, des navires britanniques bombardent Dar es-Salaam, le centre administratif de cette colonie allemande qui s'étend sur les territoires actuels du Burundi, du Rwanda et d'une partie de la Tanzanie. Les semaines suivantes, les combats se généralisent pour le contrôle du lac Kivu. Pendant ce temps, en Europe, déclarations de guerre et ordres de mobilisation générale se succèdent (en Russie le 30 juillet ; en France et en Allemagne le 1er août). Le 4 août, l'Allemagne envahit la Belgique et le Luxembourg. Quatre jours plus tard, la France lance une percée en Lorraine allemande. Mais les lignes françaises sont vite enfoncées et l'offensive fait long feu. Sur le front de l'Est, l'Allemagne accumule également les succès contre la Russie. En revanche, la Serbie résiste : le 23 août, elle parvient à stopper les troupes austro-hongroises à la bataille du Cer.

Ainsi, en quelques semaines, le « domino infernale » des alliances précipite l'entrée en guerre des belligérants : d'un côté, la France, le Royaume-Uni et la Russie (Triple-Entente) avec leurs alliés serbe et belge, puis japonais, roumain et grec ; de l'autre, la Triple-Alliance (ou « Triplice ») qui réunit initialement l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et le royaume d'Italie. Mais ce dernier se rallie à la neutralité dès septembre 1914, avant de passer dans le camp adverse

en avril 1915, tandis que les empires centraux reçoivent en octobre 1914 le soutien de l'Empire ottoman. Ce jeu d'alliances correspond à de puissantes logiques d'intérêts. Les rivalités coloniales représentent l'un des principaux motifs de tension entre d'un côté la France et le Royaume-Uni (tous deux à la tête d'un vaste empire) et de l'autre l'Allemagne, qui s'estime lésée dans ce partage impérialiste du monde. Déjà implanté en Afrique orientale, au Cameroun et en Tanzanie, Berlin lorgne sur l'Afrique du Nord et le centre du continent.

Le sort de l'Empire ottoman, présenté depuis plusieurs décennies comme « l'homme malade de l'Europe », constitue l'autre grande inconnue. A la suite des guerres balkaniques (1912-1913), les possessions ottomanes en Europe sont partagées entre la Bulgarie, la Grèce, le Monténégro, la Roumanie et la Serbie.

Mais l'avenir des immenses territoires contrôlés par l'empire en Anatolie et au Proche-Orient attise toutes les convoitises. Au-delà de sa dimension symbolique, le coup de feu de Sarajevo rappelle que l'Autriche-Hongrie, la Russie mais aussi la France et l'Italie cherchent à renforcer leurs sphères d'influence respectives dans les Balkans. Pourtant ces rivalités entre Etats n'expliquent pas tout, car le déclenchement de la guerre répond aussi à des logiques sociales internes à chaque nation. Aux yeux des classes dirigeantes notamment – aristocratiques et terriennes dans les empires centraux, bourgeoises et industrielles, commerciales ou financières en France et au Royaume-Uni –, l'idéologie impérialiste et le nationalisme sont des ciments permettant de ressouder une unité sociale fissurée par les progrès de la démocratie et du socialisme. Les manuels scolaires ont renoncé, tant en France qu'en Allemagne, au ton vengeur et belliqueux des années 1920, attribuant à « l'autre camp » toutes les responsabilités du déclenchement de la guerre. Mais ils continuent à observer cette guerre « mondiale » avec des lunettes d'Europe de l'Ouest. Dans les immenses cimetières français du front d'Orient, à Bitola (Macédoine) ou Salonique (Grèce), près de la moitié des tombes sont pourtant celles de combattants africains ou indochinois des troupes coloniales, tombés pour le contrôle des Balkans...

MANUELS SCOLAIRES

Qui est responsable de la guerre ? Dans les années 1920, la France et l'Allemagne se rejettent la faute, et chacune impose sa position officielle dans les manuels scolaires.

- **Vu de France** (1922). Tandis que les puissances de la Triple-Entente ne visaient qu'à maintenir la paix et l'équilibre européens, l'Allemagne sous Guillaume II poursuivait une politique d'hégémonie qui menait à la guerre (...). Grisée par ses succès militaires et économiques, l'Allemagne avait en effet, plus qu'aucun autre peuple, une mentalité impérialiste et belliqueuse. Cette mentalité allemande, faite de convoitises, d'orgueil, d'un immense appétit de domination joint au culte de la force brutale, telle est, en dernière analyse, la cause principale de la guerre.
- **Vu d'Allemagne** (1929). Les hommes d'Etat ennemis maniaient le jeu diplomatique de manière habile, de sorte à induire l'Allemagne dans l'erreur consistant à déclarer la première, du fait de sa situation de contrainte, la guerre à la France et à la Russie. Ainsi, les obligations d'alliance réciproques devinrent formellement valables du côté de l'Entente. Et les peuples des Etats ennemis eurent l'impression que l'Allemagne avait été l'agresseur, alors qu'elle fut en réalité l'agressée.

[Albert Malet et Jules Isaac, Histoire de France et notions d'histoire générale de 1852 à 1920, manuel de 3e année du brevet élémentaire, Hachette, 1922 ; Hans Marten, Deutsches Werden. Geschichtsunterricht für die höheren Unterrichtsanstalten, C.C. Buchners Verlag, 1929. Cités dans Stéphanie Krapoth, « Visions comparées des manuels scolaires en France et en Allemagne », Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, n° 93, 2004.]